

SOUTENIR l'égalité des sexes dans la lutte contre le VIH : les expériences des cinq pays participant au programme

# PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE



## LE DÉFI

LA PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE EST LE PLUS GRAND ÉTAT DU PACIFIQUE. ELLE RASSEMBLE PRÈS DE 600 ÎLES ET COMPORTE DE GRANDES DIFFÉRENCES SOCIOCULTURELLES ENTRE, ET AU SEIN DE, SES 22 PROVINCES ET 89 DISTRICTS. PLUS DE 800 LANGUES SONT PARLÉES EN PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE. EN 2006, LA PRÉVALENCE DU VIH PARMIS LA POPULATION ADULTE (DE 15 À 49 ANS) A ÉTÉ ESTIMÉE À ENVIRON 1 POUR CENT ; LES DERNIÈRES PROJECTIONS NATIONALES, ENTREPRISES EN MARS 2014, ONT ESTIMÉ LE TAUX DE PRÉVALENCE NATIONAL À 0,65 POUR CENT<sup>1</sup>. SELON LES DONNÉES DE 2013, 16 000 DES 28 000 ADULTES VIVANT AVEC LE VIH EN PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE SONT DES FEMMES<sup>2</sup>.

La collecte et l'analyse de données ventilées par sexe sur la prévalence du VIH se sont avérées difficiles. Depuis 2002, il y a eu une forte augmentation des diagnostics d'infection par le VIH, le nombre pour les femmes étant constamment supérieur à celui des hommes<sup>3</sup>. Les rapports hétérosexuels constituent le principal mode de transmission du VIH et ils représentent 91 pour cent des cas de VIH déclarés en 2009<sup>4</sup>.

L'inégalité entre les sexes, les niveaux élevés de stigmatisation et de discrimination, la violence généralisée à l'égard des femmes et les très nombreux cas de viols font partie des principaux facteurs qui limitent l'efficacité de la lutte contre le VIH. Les femmes et les hommes vivant avec le VIH sont exposés à de grands risques de violations des droits humains, notamment des accusations de sorcellerie souvent fatales, qui les poussent à taire leur séropositivité et à continuer de propager le VIH à leurs partenaires sexuels.

1 « Papua New Guinea Global Progress Report », 2014, p. 26.

2 ONUSIDA, 2014, « Gap Report », p. A24, A30.

3 « Global AIDS Report 2012: Country progress report, Papua New Guinea », 2012, p. 30.

4 « Papua New Guinea: National HIV and AIDS Strategy: 2011-2015 ». Secrétariat du Conseil national du sida, Papouasie-Nouvelle-Guinée, 2010.

## L'ENVIRONNEMENT POLITIQUE

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est signataire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et elle a transmis pour la première fois un rapport au Comité de la CEDEF en 2010. La Constitution nationale garantit l'égalité des droits des femmes et des hommes et elle constitue un outil précieux pour faire progresser la non-discrimination et l'égalité des sexes. En outre, un certain nombre de politiques nationales mises en place comportent des dispositions strictes en matière d'égalité des sexes, qui se renforcent les unes les autres. La Stratégie nationale de lutte contre le VIH/sida 2011-2015 (National HIV and AIDS Strategy 2011-2015, NHS) reconnaît l'importance de l'égalité des sexes pour la prévention et l'atténuation du VIH et du sida. En outre, la Politique nationale sur les femmes et l'égalité des sexes 2011-2015 (National Policy on Women and Gender Equality 2011-2015) et le Plan de développement à moyen terme 2011-2015 (Medium Term Development Plan 2011-2015) reconnaissent le VIH et l'inégalité des sexes

comme des questions transversales qui doivent être traitées de manière intégrée.

De nombreux acteurs sont engagés dans la lutte contre le VIH en Papouasie-Nouvelle-Guinée, notamment le Secrétariat du Conseil national du sida (National AIDS Council Secretariat, NACS), qui est responsable de la mise en œuvre de la NHS ; d'autres organismes gouvernementaux aux niveaux national et provincial et au niveau des districts ; des organisations confessionnelles et des organisations de la société civile ; des ONG internationales ; des instituts de recherche universitaires et des groupes du secteur privé.

Igat Hope, le réseau national des personnes vivant avec le VIH (PVVIH), est également une partie prenante clé. Ses membres sont des groupes de soutien de niveau provincial, et parmi eux, Tru Frens est le premier groupe de ce type dédié aux femmes vivant avec le VIH (FVVIH). Cependant, très peu de FVVIH sont engagées dans les processus décisionnels ou de planification de la lutte contre le VIH. Cette situation a limité leur capacité d'exercer une influence sur les politiques publiques.

## LA RÉPONSE DU PROGRAMME

**Le programme de soutien à l'égalité des sexes dans le contexte du VIH/sida**, qui s'est déroulé de 2009 à 2013, visait à intégrer l'égalité des sexes et les droits humains aux politiques de lutte contre le VIH. Le programme comportait deux parties principales : d'une part, la promotion du leadership et de la participation des FVVIH aux réseaux qui exercent une influence sur les politiques de lutte contre le VIH, et d'autre part, le renforcement de l'engagement national envers l'égalité des sexes dans la lutte contre le VIH.

### PARTENAIRES DU PROGRAMME

- Secrétariat du Conseil national du sida (NACS)
- Cellule nationale de formation sur le VIH et le sida (National HIV and AIDS Training Unit, NHATU)
- Conseil national des femmes
- Bureau pour le développement des femmes
- Igat Hope (réseau de soutien des PVVIH)
- Tru Frens (réseau de soutien des FVVIH)

Pour commencer, le programme a entrepris le premier audit de genre et une analyse des besoins de formation du Secrétariat du Conseil national du sida. Les résultats ont révélé des lacunes importantes dans les capacités du personnel du NACS à traiter correctement les préoccupations relatives aux droits humains et au genre dans le cadre de la NHS, malgré une forte volonté de bien le faire. Pour y remédier, le programme a élaboré un plan de

renforcement des capacités en trois volets. Il a également fourni un encadrement et un mentorat individuels intensifs à l'agente en charge du genre et des intérêts particuliers au NACS pour renforcer ses compétences et son expertise en matière de genre. En outre, le programme a soutenu la création du Groupe de travail principal sur l'égalité des sexes (Gender Equality Core Working Group, CWG) et formé ses membres en tant que formatrices, formateurs et points focaux institutionnels sur le genre et les droits humains. Il a également, en collaboration avec la Cellule nationale de formation sur le VIH et le sida, mis sur pied un programme de formation sur les droits humains et l'égalité des sexes, ainsi qu'un cours avancé destiné aux femmes et hommes cadres supérieurs, afin de renforcer leurs compétences en analyse comparative entre les sexes dans les processus de planification.

ONU Femmes a d'abord collaboré avec le Programme de leadership transformationnel pour le développement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), afin d'identifier les FVVIH. Ensuite, en partenariat avec Hope Worldwide PNG, une organisation confessionnelle, et Igat Hope, le programme a contribué à renforcer les compétences de leadership et de plaidoyer des FVVIH. Il a également appuyé l'élaboration d'une Liste de plaidoyer, un outil qui a permis aux femmes de définir des priorités dans leurs préoccupations communes et de soutenir leurs efforts de plaidoyer relatifs au VIH auprès des décideuses et des décideurs politiques. Leurs principales préoccupations étaient notamment la persistance de niveaux élevés de stigmatisation, de discrimination et de violence à l'égard des PVVIH ; l'accès limité des femmes aux médicaments antirétroviraux, particulièrement dans les zones rurales ; et leur manque de représentation au sein des conseils provinciaux et de districts sur le sida, ainsi que dans la planification et la prestation des services de traitement, de soins et de soutien relatifs au VIH<sup>5</sup>.

Avec le soutien d'Igat Hope et de l'ONUSIDA, le programme a également aidé les FVVIH à planifier et lancer une campagne efficace de sensibilisation du public et de plaidoyer à l'approche de la Journée mondiale de lutte contre le sida (2012).

## RÉALISATIONS

**Le programme a permis d'accroître l'engagement des FVVIH dans la lutte nationale et provinciale contre le VIH/sida.** Certaines femmes formées par le programme participent désormais aux conseils d'administration d'organisations nationales, tandis que d'autres jouent des rôles de conseillères des FVVIH dans les centres de

<sup>5</sup> « Lettre ouverte à tous les membres du Parlement de Papouasie-Nouvelle-Guinée », *Papua New Guinea Post-Courier*, 28 novembre 2012.

santé de leurs communautés. Une femme vivant avec le VIH est occupée à mettre sur pied une association de formatrices et formateurs en matière de soins et soutien aux personnes séropositives.

**Le programme a renforcé les capacités de leadership et de plaidoyer des FVVIH.** Peu de réseaux formels de FVVIH existaient avant 2010. La plupart des femmes vivant dans des régions éloignées et confrontées à la stigmatisation et la discrimination dans leurs communautés consacraient tout bonnement leur énergie à survivre. Peu d'entre elles connaissaient la force du plaidoyer. La campagne de plaidoyer menée par les femmes a bénéficié d'une large couverture médiatique et les femmes vivant avec le VIH ont été interviewées par la radio et la presse écrite. Des extraits de ces entrevues ont également été fréquemment diffusés à la radio. Le programme a utilisé la Liste de plaidoyer **pour obtenir le financement, par l'ONUSIDA, d'une étude exploratoire sur le traitement, les soins et le soutien aux FVVIH.** ONU Femmes et ses partenaires utiliseront les résultats de cette étude pour éclairer la conception programmatique des futures initiatives centrées sur les FVVIH.

« [L'ÉGALITÉ DES SEXES] [D]OIT COMMENCER SUR LE LIEU DE TRAVAIL, C'EST LÀ LA VOIE À SUIVRE. CHAQUE MEMBRE DU PERSONNEL, QUEL QUE SOIT SON NIVEAU, DOIT Y VEILLER. ŒUVRER À L'ÉGALITÉ DES SEXES BÉNÉFICIE AUSSI AUX FAMILLES, AUX FOYERS ET À LA COMMUNAUTÉ. C'EST DANS LES ATTITUDES ET LES COMPORTEMENTS QUE RÉSIDE LE REMÈDE AU PROBLÈME DU VIH — LA LUTTE CONTRE L'INÉGALITÉ DES SEXES EST AU CŒUR DE LA RÉPONSE. »

— Un cadre supérieur du Secrétariat du Conseil national du sida<sup>7</sup>.

**L'égalité des sexes est maintenant mieux inscrite dans la structure institutionnelle du NACS.** Le Groupe de travail principal a élaboré un Plan d'action en matière d'égalité des sexes, et a mis en œuvre une Politique progressive en matière de genre et de VIH sur le lieu de travail au sein du NACS. Il évalue régulièrement la sensibilité au genre

des activités du programme, et il continue la formation du personnel du NACS. Des plans d'action individuels sur le genre visant le changement au travail ont également été développés.

**Les décideuses, les décideurs et les gestionnaires de programme du NACS ont montré une détermination croissante à intégrer le genre dans leurs processus de planification.** Le personnel de haut niveau formé à l'égalité des sexes et aux droits humains a demandé davantage de formations pour aider à intégrer les préoccupations de genre dans les plans annuels du NACS. Par conséquent, le budget et le plan annuels 2013 du NACS étaient plus sensibles au genre. La prise en compte du genre constitue désormais un critère d'octroi de subventions aux partenaires de mise en œuvre du programme de lutte contre le VIH. Il convient de noter que le NACS a alloué des fonds de son propre budget à la mise en place de formations sur l'égalité des sexes et les droits humains destinées au personnel de ses conseils provinciaux du sida et des comités de district de lutte contre le sida, ainsi que des principaux partenaires de mise en œuvre.

**Le succès des efforts du NACS en matière d'intégration d'une perspective de genre a entraîné un fort engagement politique** du ministère responsable de la Santé et du VIH/sida. Ce dernier s'est engagé publiquement à « appuyer le Conseil national du sida, ses partenaires et les parties prenantes, et ce, pour s'assurer que l'égalité des sexes et le respect des droits humains seront intégrés et promus de manière constructive dans tous les aspects de leur travail<sup>6</sup> ». Les efforts d'intégration d'une perspective de genre ont également entraîné un grand nombre de demandes d'aide provenant d'autres organismes gouvernementaux et partenaires de mise en œuvre, pour l'introduction des questions de l'égalité des sexes et des droits humains dans leurs programmes.

**Le programme a encouragé les partenariats avec les principaux acteurs de la lutte contre le VIH.** Grâce au mécanisme des Nations Unies « Unis dans l'action », ONU Femmes et le PNUD ont collaboré pour promouvoir le leadership des femmes vivant avec le VIH. Le NACS fait également plus souvent appel à Igat Hope pour mettre en œuvre conjointement les composantes de la NHS 2011-2015 liées à la question du genre. Les conseils provinciaux du sida commencent également à soutenir une participation accrue des réseaux de FVVIH de niveau provincial ou de district en offrant, par exemple, un espace à Tru Frens.

## ENSEIGNEMENTS TIRÉS

**Il est essentiel d'effectuer un audit de genre pour identifier les lacunes et les possibilités d'intégration de l'égalité des**

6 « Engagements nationaux ». ONU Femmes <http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/take-action/commit/government-commitments> (consulté le 3 décembre 2014).

7 Entrevue avec un cadre supérieur du NACS et la conseillère pour l'égalité des sexes du NACS, Port Moresby, Papouasie-Nouvelle-Guinée (Programme commun CE-ONU Femmes 2009-2013).

**sexes dans la lutte contre le VIH.** Les résultats de l'audit ont orienté l'élaboration de l'ensemble du programme, ils ont aidé à façonner des interventions adaptables et permis la hiérarchisation des préoccupations des femmes vivant avec le VIH. L'audit comprenait des données sur les besoins de formation pour les différents niveaux de personnel.

**La souplesse du programme est essentielle.** Il n'a pas été possible de placer une conseillère pour l'égalité des sexes au sein du Secrétariat du Conseil national du sida pour des raisons de sécurité. Par conséquent, le programme s'est adapté en offrant un mentorat et un renforcement des capacités à l'agente en charge du genre et des intérêts particuliers, et en créant des structures de soutien telles que le Groupe de travail principal, qu'il a fait participer à l'élaboration et au déroulement de la formation. Bien que provoquée par la nécessité, cette stratégie offrait l'avantage de créer un plus grand sentiment d'appropriation et de responsabilité envers le renforcement des capacités au sein du NACS.

**Les changements transformationnels dans la sensibilisation au genre, tant au niveau personnel qu'organisationnel, prennent du temps et se réalisent de façon progressive.** Il est important d'en tenir compte et de prévoir des activités complètes et continues plutôt que des événements ponctuels. Former les membres du Groupe de travail principal à la bonne exécution du programme et à devenir formatrices ou formateurs a été une démarche importante pour garantir la durabilité.

**Dans un contexte difficile, où les capacités organisationnelles des femmes vivant avec le VIH sont faibles, il est primordial de trouver un point d'entrée stratégique pour renforcer leurs compétences de leadership et de plaidoyer.**

Il n'a pas été facile d'identifier un groupe de FVVIH organisé ni de trouver des dirigeantes potentielles parmi ces femmes qui luttent contre la stigmatisation, l'isolement, la pauvreté et l'analphabétisme. Ce problème a été accru par de sérieuses lacunes en matière de capacités dans les réseaux de PVVIH, dont beaucoup fonctionnent encore comme des groupes ad hoc. La collaboration avec le programme de leadership du PNUD pour les FVVIH a fourni le point d'entrée nécessaire.

**Les médias constituent un outil puissant permettant de nommer et définir un problème de stigmatisation.** La campagne médiatique organisée par les FVVIH a décuplé l'impact d'une communauté marquée par la dispersion géographique et la vulnérabilité personnelle.

**Les conseils délivrés par les pairs jouent un rôle clé dans une société où la croyance dans le surnaturel met en péril les soins de santé et la sécurité des personnes vivant avec le VIH.** Les conseillères et les conseillers formés/és au leadership et au plaidoyer peuvent contester les systèmes de croyances des communautés d'une façon moins menaçante. Les promotrices ou les promoteurs de la santé en rapport avec le VIH peuvent être choisis pour leurs compétences naturelles de leadership et la crédibilité dont elles et ils disposent au sein de leurs collectivités respectives.

---

#### AVERTISSEMENT :

*Cette publication a été réalisée par ONU Femmes avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'ONU Femmes et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.*

« L'ÉGALITÉ DES SEXES EST INSCRITE AU CŒUR DE NOTRE CONSTITUTION ET ELLE CONSTITUE L'UN DES PRINCIPES DIRECTEURS DE CETTE STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE VIH ET LE SIDA. L'IMPACT DE LA VIOLENCE, DES VIOLS ET DES INÉGALITÉS SUR LA VULNÉRABILITÉ DE NOS MÈRES, ÉPOUSES ET FILLES EST GRAVE ET INACCEPTABLE. TOUS LES PROGRAMMES DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA DOIVENT METTRE EN ŒUVRE DES INTERVENTIONS POUR RÉDUIRE LA VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE ET VEILLER À CE QUE TOUTES LES CITOYENNES ET TOUS LES CITOYENS AIENT LE DROIT D'ACCÉDER À LA PRÉVENTION, AUX SOINS, AUX TRAITEMENTS ET AU SOUTIEN. LES HOMMES, EN PARTICULIER, ONT UN RÔLE IMPORTANT À JOUER EN CHANGEANT LEUR COMPORTEMENT SEXUEL AFIN DE DEVENIR DES MARIS ET DES PARTENAIRES FIDÈLES, RESPONSABLES ET PROTECTEURS. »